

Janvier

Un président pour la délégation d'actes

Le président de la République a tenu un discours pour ses vœux aux professionnels de santé. Il exprime sa volonté de dégager du temps médecin face au patient, de repenser notre organisation collective, d'une nécessaire coopération entre soignants et paramédicaux, entre la ville et l'hôpital.

Incapacité d'organisation ?

Des médecins défilent à Paris pour réclamer plus de sous. L'incapacité ou incompétence à créer des conditions d'exercice au service des patients est sans doute au cœur de cette crise.

Triste recul pour calmer les foules

Le forfait structure de la ROSP (rémunération sur objectif de santé publique) des médecins ne sera pas conditionné cette année à un exercice coordonné. Il est désolant de voir des syndicats de médecins généraliste s'en féliciter. Quand la représentation professionnelle freine les incitations à la structuration des soins qui pourtant conduit à une amélioration de la qualité de ceux-ci, c'est tristement corporatiste.

Des syndicats de médecins unis « contre » l'unanimité des députés

Les syndicats de médecins ont tous quitté les négociations conventionnelles à la suite de l'adoption de la proposition de loi RIST par l'Assemblée nationale. Alors que ce texte a été adopté à l'unanimité (73 pour, 15 abstention, 0 contre) de la représentation nationale.

Rapport IGAS sur les IDE

Un rapport sur l'évolution de la profession et de la formation des infirmiers a été écrit par des membres de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) et de l'IGESR (Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche). Il marque en tous cas, l'évolution progressive des idées du côté des pouvoirs publics.

Evolution de la profession des sages-femmes

Les sages-femmes en formation pourront suivre un 3^{ème} cycle d'études qui les amènera à une thèse de doctorat. Le texte de loi a été publié au Journal Officiel du 26 janvier 2023.

Février

Les vœux du ministre encouragent nos organisations en MSP

Le ministre François BRAUN a présenté ses vœux aux forces vives de la santé. Ce discours fait chaud au cœur des professionnels de santé se mobilisant depuis des années pour une évolution du cadre de l'exercice au service des patients.



Du temps gagné avec les orthoptistes

Le dernier arrêté attendu pour permettre la simplification de prescription de verres correcteurs et de bilan visuel par les orthoptistes est enfin paru au Journal Officiel du 31/01/2023.

Tout le monde « contre »

Même le conseil de l'Ordre des médecins participe à la manifestation contre la loi RIST. Mais les revendications touchent à tant de points qu'il est difficile de savoir qui manifesterait contre quoi. Pourquoi ces manifestations ? Crise existentielle ? Décalage entre une formation de savants et une activité professionnelle qui nécessite un savoir-faire managérial et une adaptation au nouveau monde ? Peur du changement ? Probablement une salade de ces différentes raisons.

Simplification administrative pour les médecins

A la suite de ses annonces lors de ses vœux, Le ministre François BRAUN fixe [15 objectifs](#) pour gagner du temps médical.

Rapport de l'Institut Montaigne sur les soins ambulatoires

Sans surprise, le rapport prône la délégation de certains actes et activités des médecins vers les infirmières pour dégager du temps médical. Le développement de nouveaux modes d'organisation dont les maisons de santé pluriprofessionnelles, est reconnu comme facilitant le recours à cette délégation. Sans étonnement, le rapport critique les modalités de financement dont le paiement à l'acte en ville qui n'incite pas à la coordination et propose d'en repenser le mécanisme.

Les médecins attendront les revalorisations

C'était prévisible et c'est arrivé. Echec de la négociation conventionnelle des médecins. Les positions des syndicats étaient trop éloignées des nécessités de la représentation nationale et de l'assurance maladie. Les médecins auront donc un règlement arbitral.

Mars

Doctrines du numérique en santé

L'ANS, agence du numérique en santé, a publié sa 4^{ème} version de sa doctrine du numérique en santé

Congrès des maisons de santé à St Malo

1 400 participants selon les organisateurs.

Extension d'un protocole national de coopération aux CPTS

Deux arrêtés ont été publiés au Journal Officiel autorisant les CPTS à s'en saisir. L'un sur la cystite, l'autre sur les maux de gorge.

Conseil national de la refondation en santé, suite dans les territoires

Une instruction est publiée au Journal Officiel pour en poursuivre l'action et mettre en œuvre des projets. Le ministère donne pouvoir aux ARS pour développer les bonnes idées du terrain.

Nouvel avenant conventionnel pour les sage-femmes

L'avenant n°6 à la convention des sage-femmes a été publié au Journal Officiel.

Un nouveau syndicat pour les salariés des CPTS

Un nouveau syndicat s'est créé. Spécifique des métiers de coordination en CPTS, mais aussi des auto-entrepreneurs indépendants ou salariés de groupements d'employeurs. Son acronyme : SIS CPTS.

Avril

Le dossier pharmaceutique

Le dossier pharmaceutique des patients avait été créé par une loi en décembre 2020. Il fallait un décret pour le mettre en application et c'est chose faite.

L'Académie de médecine très au fait (voire au faite)

L'Académie nationale de médecine a rendu un avis qui vaut la peine d'être lu : « *Quels rôle et place pour le médecin généraliste dans la société française au XXIème siècle ? Du médecin traitant à l'équipe de santé référente* ». Nous sommes guère étonnés de cet avis décoiffant, quand on trouve le nom du rapporteur. Il s'agit de Guy Vallancien, urologue parisien qui n'a eu de cesse depuis plusieurs années de secouer le cocotier de notre système de santé.

Un décret qui pourrait faire avancer le système

Un décret est paru au Journal Officiel du 8 avril. Il permet aux directeurs des ARS de déroger au droit dans certaines conditions. Cela concerne entre autres les actions de promotion, d'éducation et de prévention en santé.

Difficultés des IPA

Une étude de l'IRDES est parue sur l'exercice des IPA. Le titre permet de comprendre le contenu de l'étude : « *Infirmière en pratique avancée (IPA) en soins primaires : la construction difficile d'une profession à l'exercice fragile* ». La lecture de cette étude montre les difficultés qu'elles soient économiques, ou relationnelles avec le monde médical.

Encore l'Académie de médecine sur les « déserts médicaux »

Vous aimerez peut-être Patrice Queneau sur les déserts médicaux. L'Académie de médecine a rendu un rapport sur ce sujet. L'Académie préconise les délégations de tâches et partage d'activités, entre autres aux IPA.

Les politiques aiment beaucoup les MSP

Le Président de la République a visité cette semaine une MSP à Vendôme. Avant lui, la Première ministre et le ministre de la Santé avait aussi visité des MSP.

Règlement arbitral pour les médecins au JO

Le règlement arbitral a été proposé par Annick MOREL comme cela était prévu, du fait de l'échec de la négociation conventionnelle.

Feuille de route du gouvernement pour 2023

La Première Ministre a présenté sa feuille de route pour la fin de l'année. Il est bizarre de lire dans le dossier presse qu'il faudra « *Trouver des solutions pour améliorer l'accès aux soins pour nos concitoyens* » alors que nous savons que ces solutions sont déjà trouvées. Une fois de plus, chacun sait ce qu'il faudrait mettre en place, et la solution n'est que politique.

Mai

La loi RIST adoptée après accord en commission mixte paritaire

Les équipes en MSP peuvent ressentir un soulagement à la suite de l'adoption de la loi RIST à l'Assemblée nationale ce mercredi 10 mai. Accès direct aux IPA en MSP. Accès direct aux kinésithérapeutes en MSP pour 8 séances. Accès direct aux orthophonistes en MSP sans prescription médicale. Prescription d'orthèses plantaires par les podologues. Dispensation d'une ordonnance chronique par le pharmacien jusqu'à 3 mois.

Les rémunérations ACI sont versées

Chaque équipe a certainement reçu sa rémunération ACI avec les augmentations liées à l'avenant n°1 de l'ACI des MSP.

Le numérique santé accélère

Une nouvelle feuille de route du numérique en santé a été présentée cette semaine par le ministère de la Santé. Les sous titres sont alléchants : « Redonner du temps aux professionnels de santé », « Simplifier la vie des professionnels et améliorer leurs conditions de travail ».

Infirmières libérales et prestataires de santé à domicile

Une convention a été signée entre la fédération des prestataires et le FNI, syndicat infirmier.



La loi RIST au JO

La loi « portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé », dite loi Rist a été publiée au Journal Officiel du 29 mai 2023.

Juin

Un système de soins qui part dans tous les sens

Ramsay lance son offre de téléconsultation pour « *un abonnement à 11,90 € par mois pour téléconsulter un médecin chaque fois que vous en avez besoin, tous frais compris* ».

50 millions d'euros pour doubler le nombre des MSP

Le ministre de la Santé et la ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé, ont annoncé un investissement de 50 M€ pour doubler le nombre des MSP d'ici 2027.

Une ministre à la 1ère journée JEXCO

La journée JEXCO sur l'exercice coordonné, organisé par le Concours Pluripro, a eu la visite de Agnès FIRMIN-LE BODO, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé.

Nouvel avenant à la convention des infirmières

Un avenant n°10 à la convention des infirmières a été signé entre assurance maladie et deux syndicats d'infirmières (FNI et SNIL).

Nouvel avenant à la convention des orthophonistes

Un avenant n°20 a été signé entre l'assurance maladie et la FNO, fédération des orthophonistes revalorisant les actes de près de 4%.

Un nouvel outil pour voir des chiffres

L'assurance maladie a mis en ligne un nouvel outil Data professionnels de santé. Il s'agit d'une base de données sur de nombreux éléments comme démographie, prescriptions et honoraires de plusieurs professions de santé.

Cumul emploi retraite chez les généralistes

Le décret attendu par les médecins cumulant emploi et retraite est paru au Journal Officiel du 24 juin. Il fixe le plafond donnant droit à une exonération des cotisations à 80 000 €.

Juillet

La Cour des comptes se penche sur les IPA

La Cour des comptes publie un audit sur les IPA, infirmières de pratique avancée.

Rapport d'activité 2022 de l'HAS

La publication du rapport de l'HAS (Haute Autorité de Santé) pour 2022 permet de se poser quelques questions quant à nos exercices en MSP. Vous y trouverez différents chapitres sur innovation, engagement des usagers, parcours de santé, évaluation des résultats. A noter ce passage : *« La littérature scientifique montre que la qualité du travail en équipe a un impact considérable sur la sécurité du patient. Le manque d'organisation, de coordination ou de communication est l'une des causes majeures des événements indésirables associés aux soins (EIAS) »*.

La Cour des comptes prône une réorganisation des soins de ville

La Cour des comptes a publié une note thématique : « Accélérer la réorganisation des soins de ville pour en garantir la qualité et maîtriser la dépense ». Les auteurs considèrent que l'évolution de la réorganisation n'est pas assez rapide, les incitations au changement étant marginales. A noter : *« En ville, l'exercice coordonné, au sein notamment de maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP), ou de centres de santé (CDS), est appelé à devenir la norme de l'organisation des soins primaires »*.

Rapport annuel de la sécurité sociale pour 2024

Comme chaque année, l'assurance maladie publie son rapport sur l'évolution des charges et produits au titre de l'année suivante. A noter la proposition 12 : *« Soutenir et amplifier la diffusion des modèles émergents de financement à la qualité et les financements populationnels forfaitaires en ville »*. La poursuite de l'expérimentation Peps y est citée comme souhaitable.

Les sages femmes gratifiées

Les sages femmes ont signé un avenant n°7 à leur convention. Revalorisation des lettres clés, majoration des indemnités de déplacement et forfait représentent un investissement de 61 millions d'euros d'honoraires sur les 2 prochaines années.

Un nouveau ministre de la Santé

Aurélien ROUSSEAU, ancien directeur générale de l'ARS Ile de France se retrouve au ministère de la Santé. Agnès FIRMIN LE BODO conserve son portefeuille de ministre déléguée chargée de l'organisation territoriale et des professions de santé.

Un rapport sur les CPTS

La mission lancée sur les communautés professionnelles territoriales de santé a rendu son rapport intitulé « Tour de France des CPTS ».

Décret sur l'inscription des SISA aux Ordres professionnels

Un décret du 18 juillet 2023 publié au JO du 19 juillet précise les conditions d'inscription des SISA au tableau des Ordres professionnels en cas d'embauche d'un professionnel de santé salarié qui effectuerait des actes remboursables pour le compte de la SISA.

Visite d'une MSP par les ministres

Dans les premières actions du nouveau ministre, il est à noter la visite d'une MSP. Aurélien ROUSSEAU, ministre de la Santé et Agnès FIRMIN LE BODO ont déclaré : « *Nous devons faire des maisons de santé pluriprofessionnelle la pierre angulaire des soins primaires* ».

Revalorisations pour les kinésithérapeutes

Deux des syndicats de kinésithérapeutes se sont prononcés en faveur d'un avenant à leur convention. Une revalorisation de la lettre clé de 3% interviendra en janvier 2024.

Augmentation des salaires dans les cabinets médicaux

Les syndicats médicaux ont signé un avenant conventionnel pour une augmentation de 3% de la grille des salaires relevant de la convention collective des cabinets médicaux

Aout

Avenant n°10 de la convention des IDE au JO

L'avenant conventionnel revalorisation les IDE a été publié au Journal Officiel du 29 juillet 2023.

Liste des compétences à acquérir pour les internes en médecine générale

La publication d'un arrêté du 03 août 2023 au JO du 09 août réforme le diplôme d'études spécialisées de médecine générale en confirmant la 4^{ème} année d'internat. Cet arrêté liste les compétences à acquérir pour les futurs généralistes.

Elargissement du nombre de professionnels pouvant vacciner

A la suite de l'article 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2023, des textes sont publiés au Journal Officiel pour rendre effectives ces décisions. Un décret définit les compétences vaccinales des infirmiers, des pharmaciens d'officine, des professionnels de santé exerçant au sein des laboratoires de biologie médicale et des étudiants en troisième

cycle des études pharmaceutiques. Un autre décret définit la compétence des sages-femmes à la vaccination. Enfin, un dernier arrêté fixe la liste des vaccins pouvant être injectés par ces professionnels.

Publication de l'HAS sur l'engagement des usagers dans les MSP

Ce guide propose 14 fiches ressources et des suggestions de méthode pour se lancer.

Nouvel avenant pour les pédicures-podologues

Un 5^{ème} avenant à la convention des pédicures-podologues a été signé entre syndicats et assurance maladie

Nouvelle définition des DASRI

A la demande du ministère de la Santé, le HCSP (Haut Conseil de la santé publique) s'est penché sur le guide de 2009 pour le remettre à jour. Ses conclusions ont été publiées.

Avenant à la convention des orthophonistes

L'avenant n°20 à la convention des orthophonistes a été publié au Journal Officiel du 18 août 2023.

Avenant à la convention des masseurs-kinésithérapeutes

L'avenant n°7 a été publié au Journal Officiel du 25 août 2023.

Avenant à la convention des sages-femmes

L'avenant n°7 a été publié au Journal Officiel du 25 août 2023.

Septembre

Ramsay accélère sur les soins primaires

Le déploiement des centres de santé de Ramsay s'accompagne du portage d'une expérimentation de rémunération forfaitaire de ces centres. Le cahier des charges de cette expérimentation a été publiée au Journal Officiel du 5 septembre 2023.

Avenant à la convention des pédicures-podologues

L'avenant n°5 à la convention des pédicures-podologues a été publié au Journal Officiel du 6 septembre 2023.

Le cahier des charges de PEPS évolue

Un nouveau cahier des charges de l'expérimentation PEPS a été publié sous forme d'arrêté au Journal Officiel du 09/09/2023. C'est la 3^{ème} version de ce cahier des charges depuis 2019.

Octobre

Une collaboration plus forte entre professionnels dans les MSP

L'exercice en MSP favorise les échanges entre professionnels, qu'ils soient médecins, infirmières, kinésithérapeutes ou pharmaciens. Résultat d'une étude menée par la DREES.

Instruction sur les CPTS

Une instruction concernant les CPTS communautés professionnelles territoriales de santé a été publiée au Bulletin Officiel du 16 octobre 2023 en page 149 et suivantes.

Salaires des employés des cabinets médicaux

Un arrêté validant la dernière modification de cette convention collective a été publié au Journal Officiel.

Texte pour les orthophonistes

Une décision de l'assurance maladie mettant à jour la nomenclature des orthophonistes a été publiée au Journal Officiel. Il s'agit de l'application du dernier avenant à leur convention.

Qui a droit de consulter le DMP d'un patient ?

Un arrêté a été publié au Journal Officiel définissant les droits d'accès au DMP pour les professionnels de santé. C'est la matrice d'habilitation du DMP.

Novembre

Sage-femme référente

Un décret publié au Journal Officiel du 11 novembre valide les modalités de désignation d'une sage-femme référente prévu dans l'avenant n°6 à leur convention.

Journée article 51

La journée sur l'article 51, dont les expérimentations PEPS et IPEP menées par plusieurs MSP, s'est tenue avec Aurélien ROUSSEAU, ministre de la Santé, Franck VON LENNEP, directeur de la DSS (Direction de la sécurité sociale, branche du ministère de la santé) et Thomas FATOME, directeur de la CNAMTS.

Test rapide en pharmacie

La liste des tests rapides pouvant être effectués en pharmacie a été publiée au Journal Officiel du 30 novembre 2023. Il s'agit des TROD angine (test rapide d'orientation diagnostique) et des bandelettes urinaires pour diagnostic de cystite. En conséquence, un deuxième arrêté au même Journal Officiel définit les conditions de prescription par le médecin « si TROD positif » ou « si BU positive ».



Décembre

Adoption définitive du PLFSS 2024

Après un coup de 49-3, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 est définitivement adoptée. Il reste au texte à passer devant le Conseil Constitutionnel. Voir les articles dans le [Fil d'actu du 9 décembre 2023](#). Moins la partie de l'article 63 censuré par le Conseil Constitutionnel (voir [Fil d'actu du 23 décembre 2023](#)).

Des infirmières peuvent établir des certificats de décès

En application d'un article de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 (seulement un an après...), un décret a été publié au Journal Officiel du 7 décembre lançant l'expérimentation annoncée.

Proposition de loi VALLETOUX amendée et adoptée

La proposition de loi portée par Frédéric VALLETOUX « visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels » a été adoptée en commission mixte paritaire avec quelques ajustements.